

Informations préliminaires

Session III: Renforcer la défense européenne à la lumière de l'agression russe contre l'Ukraine. Les forces armées de l'Union européenne: nécessité ou alternative?

Introduction

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a marqué un tournant pour l'architecture de la sécurité européenne. Cette agression a non seulement déstabilisé la région, mais a également révélé les faiblesses des capacités de défense de l'Europe. Le conflit a mis en évidence le besoin urgent d'une stratégie de défense européenne unifiée et efficace afin de réduire le risque de nouvelles agressions et d'assurer la sécurité collective. Cette session vise à discuter des développements récents, à identifier les principaux défis et à proposer des sujets de discussion qui contribueront à renforcer la défense européenne face à l'agression russe en cours.

Développements en cours

Les pays européens, ainsi que l'OTAN et l'Union européenne, ont fourni à l'Ukraine une aide militaire importante, incluant des armes de pointe, des formations spécialisées et un soutien en matière de renseignement. Cette assistance a joué un rôle essentiel en permettant à l'Ukraine de résister avec succès à l'agression russe. Toutefois, le maintien de ce niveau de soutien à long terme soulève des inquiétudes, en particulier dans le contexte d'un conflit prolongé qui remet en question la capacité de l'Europe à poursuivre un engagement aussi intensif. Depuis le début de l'agression russe jusqu'à la mi-mars 2024, l'UE a fourni un total de 135,4 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine. La poursuite de l'assistance financière et militaire à l'Ukraine reste une priorité pour l'Union européenne. En octobre 2024, l'UE a adopté un nouveau programme d'aide financière. Il comprend un prêt exceptionnel d'aide macro-financière (MFA) allant jusqu'à 35 milliards d'euros et un mécanisme de coopération en matière de prêts qui aidera l'Ukraine à rembourser jusqu'à 45 milliards d'euros de prêts accordés par l'UE et les partenaires du G7. La première tranche de l'aide de la MFA, d'une valeur de 3 milliards d'euros, a été versée à l'Ukraine en janvier 2025. Par contre un mécanisme de coopération en matière de prêts doit être financé par des recettes exceptionnelles provenant d'actifs gelés de l'État russe (95 % des profits provenant des actifs russes gelés seront affectés au budget de l'UE, et 5 % seront attribués à l'Instrument européen pour la paix). La nouvelle allocation sera applicable à partir du deuxième semestre 2025.

L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN a été l'un des événements les plus importants pour le renforcement de la sécurité européenne. Cette étape marque un changement majeur dans la dynamique de sécurité de la région, et l'adhésion des deux pays

à l'alliance renforce ses flancs nord et est en améliorant les capacités de défense globales de l'OTAN.

L'Union européenne a accéléré l'intégration de sa défense, comme en témoigne l'adoption de la Boussole stratégique. Ce document ouvre la voie à une politique de défense de l'UE plus autonome et plus efficace d'ici 2030, ce qui est essentiel pour accroître l'indépendance de l'Europe en matière de sécurité.

Il y a aussi l'enjeu de l'augmentation du budget de l'EDIP, le programme européen pour l'industrie de la défense, qui est budgété à 1,5 milliard d'euros pour la période 2025-2027. Selon la Commission européenne, l'EDIP est une occasion unique d'introduire des mesures concrètes pour relever les défis auxquels l'industrie européenne de la défense est confrontée, tels que la sécurité de la chaîne d'approvisionnement dans ce secteur et le soutien à l'industrie ukrainienne de la défense. Il faut chercher à augmenter d'une façon radicale le budget de la défense de l'UE. Cette nécessité est soulignée par le faible niveau de financement des initiatives existantes de l'UE en matière de défense, telles que les programmes ASAP (règlement 2023/1525 relatif au soutien à la production de munitions) et EDIRPA (renforcement de l'industrie européenne de la défense par le biais de marchés publics conjoints). Leur financement s'élève à des centaines de millions ou à quelques milliards d'euros, ce qui, comparé aux budgets de défense nationaux, représente des ressources faibles, voire symboliques.

La guerre en Ukraine a également eu des répercussions importantes sur la sécurité énergétique de l'Europe, en perturbant l'approvisionnement en énergie et en obligeant les pays européens à réduire leur dépendance au gaz russe. Ce processus a accéléré la transition énergétique, y compris le passage aux sources d'énergie renouvelables, ce qui est important à la fois pour la stabilité économique et la résilience de la défense.

Dans le même temps, la Russie a intensifié ses cyberattaques et ses campagnes de désinformation contre les pays européens, ce qui souligne la nécessité urgente de renforcer les cyberdéfenses et la résilience face aux menaces hybrides. Ces actions constituent une menace directe pour la sécurité intérieure de l'Europe et nécessitent une réponse coordonnée au niveau national et international.

Défis

Malgré une coopération accrue en matière de défense, des différences significatives persistent entre les pays européens en termes de dépenses et de capacités de défense, ce qui rend difficile l'adoption d'une approche unifiée. De plus, le dualisme du système d'initiatives de défense de l'OTAN et de l'UE entraîne souvent une duplication des efforts et un manque d'efficacité, ce qui nuit à la cohérence de l'action. Le maintien d'un soutien à long terme

à l'Ukraine est également un défi majeur, en particulier dans le contexte d'une guerre prolongée qui pourrait entraîner une baisse du soutien politique et public à la poursuite de l'assistance militaire et économique. Trouver un équilibre entre le soutien immédiat à l'Ukraine et l'investissement à long terme dans les capacités de défense européennes est une tâche difficile, qui nécessite une planification et une coordination stratégiques.

L'industrie européenne de la défense doit relever le défi d'accroître sa production pour répondre à la demande croissante d'équipements militaires. Il est nécessaire d'investir davantage dans les technologies modernes telles que les drones, l'intelligence artificielle et les systèmes de cyberdéfense pour garantir la compétitivité et l'efficacité face à un environnement de menaces en évolution rapide. Dans le même temps, réduire la dépendance à l'égard de l'énergie russe tout en garantissant un approvisionnement stable pour les besoins civils et militaires reste une préoccupation majeure. La transition vers les énergies renouvelables doit être effectuée de manière à éviter de nouveaux risques et à garantir la sécurité énergétique à long terme.

Un autre défi majeur est la nécessité et la possibilité de créer une force armée de l'UE. Ce concept est lié aux priorités de la présidence polonaise et de l'UE dans le domaine de la sécurité au sens large, y compris la sécurité militaire. Le renforcement de la sécurité dans ce domaine peut s'avérer judicieux alors que l'UE est voisine de régions instables et en proie à des conflits. La mise en place éventuelle d'une telle force devrait être conforme à la stratégie et aux priorités de l'OTAN.

La guerre en Ukraine a également contribué à la hausse de l'inflation et à l'instabilité économique, ce qui pourrait fragiliser le soutien de l'opinion publique à l'augmentation des dépenses de défense. En outre, les récits populistes et pro-russes dans certains pays européens constituent une menace sérieuse pour l'unité du continent et la cohérence de sa réponse face à l'agression russe. Ces défis requièrent une approche globale qui tienne compte des aspects militaires et sociopolitiques afin de garantir une réponse efficace et durable aux menaces actuelles et futures.

Points de discussion

1. Comment mieux aligner les politiques de défense des États membres de l'UE pour renforcer leur interopérabilité et leur efficacité?
2. Comment éviter la duplication des initiatives de l'OTAN et de l'UE?
3. Est-il raisonnable et possible de créer une force armée commune de l'UE?
4. Comment garantir un soutien à long terme à l'Ukraine en guerre tout en maintenant le soutien de l'opinion publique?

5. Comment équilibrer l'aide à l'Ukraine avec l'investissement dans nos propres capacités de défense?
6. Comment augmenter la production et l'innovation dans le secteur de la défense?
7. Quelles sont les mesures à prendre pour renforcer les cyberdéfenses et lutter contre la désinformation?
8. Comment mieux partager les renseignements et coordonner les réponses aux menaces hybrides?
9. Comment réaliser la transition énergétique tout en préservant la sécurité énergétique?
Comment sécuriser les infrastructures énergétiques contre les cyberattaques et le sabotage?
10. Comment contrer les discours pro-russes et renforcer l'unité de l'UE?